



IFJ Lex

Edition périodique: 5 juillet 2019

Infos générales concernant la lettre d'information juridique 'IFJ Lex'

Par cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales qui l'entourent.

L'objectif de ces actualités est de vous donner une idée des informations et documents en circulation dans la justice et améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Cliquez sur les liens bleus pour consulter les documents sur notre site web.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une lettre d'information à l'autre selon les informations reçues.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

Table des matières

Actualités des hautes cours	4
1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).....	4
2. Cour de Justice.....	4
3. Cour constitutionnelle	6
4. Cour de Cassation	6
Universités – Barreaux – Associations - Autres	7
1. Universités	7
2. Barreau	7
3. Autres	8
Autres institutions nationales, européennes et internationales	8
1. SPF Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement	8
Actualités des cours et tribunaux	8
1. Cour d'appel d'Anvers	8
Doctrine des revues juridiques	9
Actualités du parlement	9
1. La Justice et la Chambre des représentants	9
2. Autres législations – liens utiles.....	9
Formations et cours utiles	10

Actualités des hautes cours

1. Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [CEDH note d'information n° 230 \(EN-FR\)](#)
- [CEDH note d'information n° 229 \(EN-FR\)](#)
- [CEDH note d'information n° 228 \(EN-FR\)](#)

2. Cour de Justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice – Lettres d'information

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information : 24 au 28 juin 2019](#)
- [Lettre d'information : 17 au 21 juin 2019](#)
- [Lettre d'information : 11 au 14 juin 2019](#)
- [Lettre d'information : 3 au 7 juin 2019](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-619/18](#) – Arrêt du 24/6/2019 - Manquement d'État – Article 19, paragraphe 1, second alinéa, TUE – État de droit – Protection juridictionnelle effective dans les domaines couverts par le droit de l'Union – Principes d'inamovibilité et d'indépendance des juges – Abaissement de l'âge du départ à la retraite des juges de la Cour suprême – Application aux juges en exercice – Possibilité de continuer à exercer les fonctions de juge au-delà de cet âge subordonnée à l'obtention d'une autorisation relevant de la décision discrétionnaire du président de la République
- [C-407/18](#) – Arrêt du 26/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs – Directive 93/13/CEE – Procédure d'exécution forcée d'une créance hypothécaire – Acte notarié directement exécutoire – Contrôle judiciaire des clauses abusives – Suspension de l'exécution forcée – Incompétence du juge saisi de la demande d'exécution forcée – Protection du consommateur – Principe d'effectivité – Interprétation conforme

- [C-573/17](#) – Arrêt du 24/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d’arrêt européen – Décisions-cadres – Absence d’effet direct – Primauté du droit de l’Union – Conséquences – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 4, point 6 – Décision-cadre 2008/909/JAI – Article 28, paragraphe 2 – Déclaration d’un État membre lui permettant de continuer à appliquer les instruments juridiques existants en matière de transfèrement des personnes condamnées applicables avant le 5 décembre 2011 – Déclaration tardive – Conséquences
- [C-585/18, C-624&625/18](#) – Conclusions du 27/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Article 267 TFUE – État de droit – Article 2 TUE – Article 19, paragraphe 1, TUE – Principe de protection juridictionnelle effective – Principe de l’indépendance des juges – Charte des droits fondamentaux de l’Union européenne – Articles 47 et 51 – Mesures nationales établissant la Chambre disciplinaire de la Cour suprême – Mesures nationales modifiant le mode de désignation des membres judiciaires du Conseil national de la magistrature – Primauté du droit de l’Union – Pouvoir de laisser inappliquée une législation nationale contraire au droit de l’Union
- [C-518/18](#) – arrêt du 27/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Règlement (CE) no 805/2004 – Titre exécutoire européen pour les créances incontestées – Certification d’une décision judiciaire en tant que titre exécutoire européen – Normes minimales applicables aux procédures relatives aux créances incontestées – Défendeur sans adresse connue n’ayant pas comparu à l’audience
- [C-159/18 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 26/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Transport aérien – Règlement (CE) n° 261/2004 – Article 5, paragraphe 3 – Indemnisation des passagers en cas de refus d’embarquement et d’annulation ou de retard important d’un vol – Portée – Exonération de l’obligation d’indemnisation – Notion de “circonstances extraordinaires” – Présence d’essence sur une piste d’un aéroport
- [C-723/17 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 26/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Directive 2008/50/CE – Articles 6, 7, 13 et 23 – Annexe III – Évaluation de la qualité de l’air – Critères permettant de constater un dépassement des valeurs limites de dioxyde d’azote – Mesures effectuées à l’aide des points de prélèvement fixes – Choix des sites appropriés – Interprétation des valeurs mesurées aux points de prélèvement – Obligations des États membres – Contrôle juridictionnel – Intensité du contrôle – Pouvoir d’injonction
- [C-597/17 \(Affaire belge\)](#) – Arrêt du 27/6/2019 - Renvoi préjudiciel – Fiscalité – Système commun de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) – Directive 2006/112/CE – Article 132, paragraphe 1, sous c) – Exonérations – Professions médicales et paramédicales – Chiropraxie et ostéopathie – Article 98 – Annexe III, points 3 et 4 – Médicaments et dispositifs médicaux – Taux réduit – Fourniture dans le cadre d’interventions ou de traitements à vocation thérapeutique – Taux normal – Fourniture dans le cadre d’interventions ou de traitements à vocation esthétique – Principe de neutralité fiscale – Maintien des effets d’une réglementation nationale incompatible avec le droit de l’Union

Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Cour constitutionnelle](#)
Date de la décision de renvoi: 6 juin 2019

La question se pose de savoir si, comme l'a jugé la Cour de justice dans l'arrêt précité du 11 décembre 2014 en ce qui concerne le système espagnol, l'obligation imposée à des personnes ou à des entreprises, qui découle des dispositions en cause, de recourir à des ouvriers portuaires reconnus pour effectuer des activités de travail portuaire au sens de la loi du 8 juin 1972 - incluant les activités étrangères au chargement et au déchargement de navires -, emporte une restriction injustifiée à la liberté d'établissement garantie par l'article 49 du TFUE, compte tenu des différences de réglementation et de la clôture conditionnelle précitée de la procédure d'infraction par la Commission européenne contre la Belgique. Pour répondre à cette question, la Cour doit être fixée quant à l'interprétation de l'article 49 du TFUE au regard des caractéristiques et circonstances spécifiques du cadre légal en cause en matière de travail portuaire.

Si la Cour de justice donnait à cette première question une réponse positive, la Cour pourrait en outre, en vertu de l'article 28, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, si elle le juge nécessaire, indiquer par voie de disposition générale les effets de dispositions jugées inconstitutionnelles qui doivent être considérés comme définitifs ou maintenus provisoirement pour le délai qu'elle détermine.

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle du 28 mai au 27 juin 2019](#)

Sélection des arrêts de la Cour constitutionnelle

Sélection des publications récentes concernant la jurisprudence de la Cour constitutionnelle

- [Mai 2019](#)
- [Mars-avril 2019](#)

4. Cour de Cassation

https://justice.belgium.be/fr/ordre_judiciaire/cours_et_tribunaux/cour_de_cassation

Arrêts de la Cour de cassation sous la loupe

Avril 2019	<ul style="list-style-type: none">• Cass., 3 avril 2019, P.19.0303.F Récusation• Cass., 4 avril 2019, C.15.0177.F Architecte (discipline et protection du titre)• Cass., 9 avril 2019, P.18.1208.N Lois. Décrets. Ordonnances. Arrêtés --> application dans le temps et dans l'espace
------------	--

	<p>Droits de l'homme --> pacte international relatif aux droits civils et politiques</p> <p>Roulage --> loi relative à la police de la circulation routière --> dispositions légales --> article 38</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cass., 9 avril 2019, P.18.1282.N <p>Roulage --> code de la route du 01-12-1975 --> dispositions réglementaires --> article 9</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cass., 9 avril, P.19.0273.N <p>Défense sociale --> internement</p> <p>Défense sociale --> modalités d'exécution de l'internement</p> <p>Défense sociale --> chambre de protection sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cass., 23 avril 2019, P.19.0307.N <p>Défense sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cass., 24 avril 2019, P.19.0018.F <p>Infraction</p>
--	---

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

KULeuven – Lettre d'information sur le droit du travail

Cette lettre d'information veut, de manière brève, donner un aperçu de l'actualité des derniers mois, le cas échéant, accompagné d'une explication concise.

- [Nieuwsbrief Arbeidsrecht nr. 2019/5 \(NL\)](#)

2. Barreau

Barreau d'Anvers

Lettre d'information 'Prometheus Législation' issue de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Législation : 7 juin – 20 juin 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Législation : 24 mai – 6 juin 2019 \(NL\)](#)

Lettre d'information 'Prometheus Advocatuur' provenant de la bibliothèque et du service d'étude reprenant des activités du barreau d'Anvers.

- [Prometheus Advocatuur: 18 juin – 28 juin 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Advocatuur: 29 mai – 17 juin 2019 \(NL\)](#)
- [Prometheus Advocatuur :17 mai – 28 mai 2019 \(NL\)](#)

3. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence de la Cour européenne des Droits de l'Homme.

- [Lettre d'information de la Jurisprudence de l'Europe \(juin 2019\) \(NL\)](#)
- [Lettre d'information de la Jurisprudence de l'Europe \(mai 2019\) \(NL\)](#)

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. SPF Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement

La représentation de la Belgique devant la Cour de Justice de l'Union européenne – Rapport annuel 2018

- [Rapport annuel 2018](#)

Ce onzième rapport annuel des activités de la Direction Droit européen rassemble les contributions du Gouvernement belge dans les affaires traitées par la CJUE et par la Cour AELE, plus souvent désignée sous son acronyme anglais EFTA. Il a été rédigé par les agents du Gouvernement belge auprès de la CJUE et de la Cour AELE.

Actualités des cours et tribunaux

1. Cour d'appel d'Anvers

Aperçu de la cour d'appel d'Anvers

Aperçu de documentation récemment publiée de la législation, doctrine et jurisprudence en matière de droit pénal pour les mois de mai et de juin de la Cour d'appel d'Anvers.

- [Aperçu de documentation pénale \(édition 155\) \(mai-juin 2019\)\(NL\)](#)

Doctrines des revues juridiques

Aperçu de la doctrine

Doctrine sélectionnée par la Cour d'appel de Bruxelles. Ce recueil peut servir de référence lors d'une demande d'une copie d'un article de doctrine auprès de la Bibliothèque du SPF Justice via l'adresse mail biblio.fodspf@just.fgov.be.

Doctrine de la Cour d'appel de Bruxelles

- [Doctrine mai 2019](#)

Doctrine du Parquet-général de Bruxelles

Aperçu des articles parus dans des revues juridiques, disponibles à la bibliothèque du parquet général près la Cour d'appel de Bruxelles.

- [Doctrine mai 2019](#)

Actualités du parlement

1. La Justice et la Chambre des représentants

Questions parlementaires

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions parlementaires \(22 mai 2019\)](#)

2. Autres législations – liens utiles

Liens utiles

- [Justel](#)
- [Jure-juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du ministère public](#)

Conseil supérieur de la Justice

- [Rapport CSJ - Vers une meilleure approche de la violence sexuelle](#)
Rapport 'Vers une meilleure approche de la violence sexuelle' de la table ronde organisée par le Conseil supérieur de la Justice du 25 avril 2019.

Formations et cours utiles

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redact_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.